

Réunion de bureau

Citoyenneté Active Lorraine

Lundi 25 juin 2018

Ont pu se dégager pour cette réunion de bureau :

Gérard TOUSSAINT – André QUINTUS – Luc MARTIN – Pascal JACQUEMIN – Jean-Claude DE GUIIS – Serge JULIEN et François HANOT.

Excusés : Wilfrid ROUX-MARCHAND – Denise BONTEMS et Chantal JARROUSSE (à laquelle nous avons beaucoup pensé, Chantal nous ayant annoncé avoir perdu sa maman).

Ce bureau a fait l'objet d'un tour d'horizon des événements récents qui ont fait l'objet d'une analyse.

1. Les contacts avec les institutionnels

- **Préfecture 54 :**

Gérard TOUSSAINT fait lecture de la réponse de la Préfecture 54 à notre demande de subvention : nous ne sommes pas éligibles à une subvention, nos actions ne relevant pas des priorités retenues par la Préfecture.

Action-réaction... Téléphones au cabinet. Puis lecture du courrier adressé au Préfet qui rappelle ce que sont nos interventions et les sujets que nous abordons, lesquels sont « plein pot » avec les priorités rappelées par la Préfecture dans sa lettre de rejet !!! Pas de réponse à ce jour. Mais un réexamen de notre demande sera opéré par M. BOIFFIN, lui-même surpris par la réponse qui nous a été donnée.

Incompréhension totale d'autant que la récente rencontre avec le Préfet (Gérard et Luc MARTIN) donnait à penser l'intérêt porté, d'autant qu'était retenu le principe de la reconduction de l'accueil de notre AG annuelle dans les salons de la Préfecture. Nous évoquons alors le principe de la dissolution de l'Association Citoyenneté Active Lorraine dans l'hypothèse où le refus de la subvention serait maintenu.

Cette dissolution serait alors décidée ... dans les salons de la Préfecture... lors de l'AG de septembre (date à arrêter).

- **Conseil régional et Métropole du Grand NANCY :**

Pascal JACQUEMIN reprendra contact avec Valérie DÉBORD et François WERNER pour la subvention sollicitée du Conseil Régional, avec Danièle NOEL pour la Métropole nancéienne.

2. Les journées récentes :

- **Les journées « Culture et citoyenneté » des 8-9 et 10 juin aux Écraignes – Villers-lès-Nancy**

Pascal : pas beaucoup de monde. Se pose le problème de communication : rien dans le journal municipal de Villers, aucun affichage sur les panneaux de la commune, pas d'invitations adressées aux membres du conseil, entre autres...

Jean Claude : était intervenu sur l'importance « d'exercer un forcing » pour informer largement le public.

Luc : Journée « espace privé public » permet de faire le même constat.

Serge : trois jours, c'est trop. D'autre part, la diffusion a-t-elle été suffisante ? L'utilisation de Facebook y aurait été nécessaire d'une façon plus tonique !

André : avait informé ses « 600 amis » - Idem pour Gérard ... en direction de 600 autres.

Pascal : les huit personnes qu'il avait contactées personnellement sont toutes venues.

André : a recontacté les journalistes pour comprendre leur absence : « nos agendas sont blindés ». Si les gens ne viennent pas, c'est que ça ne les intéresse pas. Le contenu était pourtant « génial ». Même si le forum a été décevant. Cohésion et rapprochement sur de mêmes valeurs.

François : à propos de la presse. Les faits divers sont plus vendeurs que les événements tels que ceux que nous conduisons, et c'est la même non-réponse aux sollicitations pour couvrir l'accueil des étudiants BTS de Saint-Martin.

Gérard : rien ne sert de déplorer. C'est une réalité qu'il faut prendre en compte et donner peut être du grain à moudre pour la commission-média. Pour l'instant, c'est dommage pour celles et ceux qui ne sont pas venus, ils ont raté de beaux échanges, de belles prestations.

Sur le contenu : autour de CAL, des liens se sont créés ou ont été renouvelés avec les « gens de terrain » et surtout des contacts intéressants méritent d'être notés avec les pouvoirs publics et les universitaires.

Ces journées ont aussi été l'occasion d'un retour sur la réalité des banlieues et l'intervention de Didier MANUEL en a été un point fort. C'est tout le problème des petits « culturels ».

Il nous faut travailler à présent la place du corps dans la société. La danse et les sports peuvent en être des supports. Pour l'heure, le seul espace libre, c'est la pornographie.

Ces journées ont été l'occasion de proposer la mise en place d'un groupe de travail avec les élus : comment penser la culture, comme la faire vivre...

Quant à la participation, Gérard rappelle qu'on ne s'est pas engagé à faire du chiffre.

Serge : il faut s'interroger sur le modèle de nos interventions : la durée, le public à contacter : les étudiants, les associations, plus que les politiques.

Jean Claude : on n'est pas là pour se faire plaisir mais pour faire plaisir « aux autres ». Il faut trouver l'accroche. Il faut s'interroger sur le public que l'on veut cibler. Il faut trouver d'autres moyens.

Gérard : nous ne sommes pas une association d'actions culturelles. Et rappelle les différents intervenants de qualité : Didier FRANCFORT, Didier MANUEL, Anne-Cécile MAILFERT ... et tant d'autres. Peu d'associations ont la culture comme axe essentiel de leurs actions.

André : il ne faut pas que la Culture soit un moyen d'ajustement. On a ouvert cet espace, peu de monde mais ceux qui étaient là se sont enrichis.

Serge : même les gens de chez nous (membres ou adhérents de Citoyenneté Active Lorraine) ne viennent pas.

Pascal : est-ce que nous contactons les bonnes personnes ?

Gérard : notre association est un lieu de liberté fort. Pas de contraintes, ni de performances à atteindre.

Sur les thématiques, il faut déconstruire des mots, des notions. Cela peut se faire à trois, à dix, à plus chaque fois que possible. Il faut améliorer mais nous n'avons pas à culpabiliser.

André : deux démarches :

- d'un côté, quand les « institutions » nous interpellent, ça marche.
- de l'autre, quand nous sommes à l'initiative de certains thèmes, il faut accepter que tout le monde n'y adhère pas.

- **La journée « espace privé-espace public »**

Les mêmes commentaires peuvent être faits : intérêt et pertinence des interventions, public peu nombreux. Et même les étudiants d'architecture « convoqués » par leurs enseignants se sont montrés « transparents » et peu concernés.

- **Autres informations partagées :**

- CME Hellicourt : Peu de monde à la restitution. Pascal JACQUEMIN en fait un rapide bilan. Cette journée a été reçue par tous, y compris les interventions de Citoyenneté Active Lorraine, très « discrètement » reprises dans les comptes-rendus de cette journée. Mais nous avons été remerciés pour notre participation appréciée. Prêts à poursuivre ces initiatives. En projet : le devoir de mémoire à coupler avec l'Europe. Une autre journée envisagée pour l'an prochain.
- Charles TORJMAN : projette la création d'une pièce sur les rescapés de la Shoah. Il souhaite que l'aidions pour la communication en direction des EPLE (Établissements Publics Locaux d'Enseignement – cf collèges/lycées).
- Le partenariat avec la Mission Locale du Grand Nancy (Laxou). Invitation à poursuivre le travail fait par André et Michel, puis par Denise et Jean-Claude. Gérard reprendra en CA des dates qui nous sont proposées, à étudier par la commission « examen des demandes » dont Wilfrid est le référent.
- Ruralité : André Quintus fait un bref compte-rendu de la rencontre qu'il a eu avec Antony CAPS, vice-président du CD54. C'est surtout le secteur des communes rurales autour de Nomeny qui était le support de l'entretien. Un état des lieux rapide : rapprochement de communautés de communes en cours, un CAJT (cf. Commission intercommunale Jeunesse), pas de CME. Un besoin de mise en place d'un groupe de paroles d'adolescents, ce pourrait être l'occasion d'interventions de notre part.
- Gérard rappelle le travail de son fils en prison à Mulhouse. Un groupe de travail pourrait être fait.
- Serge rappelle les liens qu'il a mis en place sur notre site qui renvoie aux « Mook » riches en interventions, communications, conférences dont l'intérêt est manifeste et pourrait enrichir notre réflexion et nos pratiques.

- **Arrive Mallory KOENIG**

Qui contextualise la non-réponse des services de la Préfecture à propos de notre demande de subvention. Il rappelle les instructions des projets précédents et des réponses alors données, ses interventions.

Changement d'équipes au sein de la Préfecture. Manifestement, un minimum d'échanges entre services en amont de la décision de rejet.

Des dossiers à monter : il rappelle que les subventions ne portent pas sur le fonctionnement mais sur des actions précises. En direction du FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) : possibilité de 2 à 4 000 €.

- Les thèmes prioritaires en ce moment : Égalité Garçons-Filles, Droits des Femmes, Ruralité.
- Axe « Droit des femmes » - 1000 € pourraient être sollicités. Rappel est fait des actions que nous avons menées et que nous pourrions poursuivre : Journée Égalité Filles-Garçons (Stanislas), lutte contre les discriminations, nos actions en prison, dans les quartiers, les missions locales.
- Axe « Fonds de développement départemental de la Vie associative ». 3 000 € pourraient être sollicités. Notre bénévolat mérite d'être mis en évidence et notre rapport d'activité met en valeur l'engagement citoyen.
- Un compte « engagement citoyen » est ouvert pour la formation des citoyens via DDSCS. 150 € par personne. À exploiter ! Dossier à revoir avec Mallory.

Ces points d'accès à des subventions vont être repris par Gérard + Jean-Claude + Mallory dans les jours qui viennent. Ils réuniront les éléments à même d'alimenter nos demandes. Le CERFA sera actualisé.

François mettra l'ensemble en page lorsque les éléments pour ce faire lui seront transmis.

Pour le Président, le secrétaire, François HANOT